

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

NET2S

Société anonyme au Capital de 1 560 206 €.
Siège social : 74/80 rue Roque de Fillol – 92800 Puteaux.
408 023 398 R.C.S. Nanterre.

Comptes annuels

(Exercice clos au 31 mars 2008)

A. — Comptes sociaux

I. — Bilan au 31 mars 2008

(En euros)

Actif	Notes	Valeurs brutes	Amort. / dép.	31/03/08 Avances nettes	31/12/06 Avances nettes
Actif immobilisé		11 613 425	1 615 099	9 998 326	12 052 901
Immobilisations incorporelles	1	557 937	459 896	98 041	186 265
Immobilisations corporelles	1	813 826	681 763	132 062	304 896
Immobilisations financières	2, 7	10 241 662	473 439	9 768 222	11 561 740
Actif circulant		19 990 600	1 152 251	18 838 349	16 210 510
Clients et comptes rattachés	3, 7	14 713 855	1 129 751	13 584 104	10 486 729
Autres créances	4	4 913 488	0	4 913 488	3 528 725
Valeurs mobilières de placement	5	137 451	22 500	114 951	2 019 680
Disponibilités		225 806	0	225 806	175 377
Charges constatés d'avance		222 588	0	222 588	275 647
Ecart de conversion actif	13	74 302	0	74 302	24 026
Total de l'actif		31 900 914	2 767 350	29 133 564	28 563 084

Passif	Notes	31/03/08	31/12/06
Capitaux propres	6	10 459 689	16 011 054
Capital		1 560 206	1 524 874
Primes		13 166 953	18 923 574
Réserves		152 449	1 146 267
Report à nouveau		-3 426 378	-4 911 733
Résultat		-1 103 712	-761 122
Amortissements dérogatoires		110 170	89 194
Provisions	7	533 302	287 712
Provisions pour risques		533 302	287 712
Provision pour charges			

Dettes		17 705 766	12 110 855
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	8	1 375 882	900 671
Emprunts et dettes financières divers	8	4 533 172	2 824 967
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9	4 348 432	2 838 660
Dettes fiscales et sociales	9	6 272 817	5 511 292
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9	3 892	3 892
Autres dettes	9	1 171 570	31 373
Produits constatés d'avance	12	260 963	91 864
Ecart de conversion passif	13	173 844	61 598
Total du passif		29 133 564	28 563 084

II. — Compte de résultat

(En euros)

	Notes	2007/2008	2006
Produits d'exploitation :			
Production vendue de services		32 055 408	22 705 978
Chiffre d'affaires		32 055 408	22 705 978
Reprises sur dépréciation, provisions (et amortissements), transferts de charges		3 804 728	3 572 156
Autres produits		34 225	1 614
Total des produits d'exploitation	14	35 894 361	26 279 748
Charges d'exploitation :			
Autres achats et charges externes		10 895 026	6 964 954
Impôts, taxes et versements assimilés		918 383	635 698
Salaires et traitements		15 857 330	11 739 609
Charges sociales		7 077 090	5 189 838
Dotations aux amortissements et dépréciations :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		221 654	172 059
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		86 075	62 048
Dotations aux provisions		327 000	18 000
Autres charges		180 152	348 126
Total des charges d'exploitation		35 562 710	25 130 332
1. Résultat d'exploitation		331 651	1 149 416
Produits financiers :			
Revenus des créances rattachées à des participations		266 590	170 263
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		551 955	440 790
Autres produits financiers		5 809	12 416
Différences positives de change		10 177	7 576
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		236 857	88 581
Total des produits financiers		1 071 389	719 625
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		502 006	31 971
Intérêts et charges assimilées		1 499 695	2 536 860
Différences négatives de change		53 456	40 637

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		12 700	24 347
Total des charges financières		2 067 857	2 633 815
2. Résultat financier	15	-996 469	-1 914 190
3. Résultat courant avant impôt		-664 818	-764 774
Produits exceptionnels			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		51 394	4 274
Produits exceptionnels sur opérations en capital		180 000	0
Reprises sur dépréciation et provisions		2 236 149	66 358
Total des produits exceptionnels		2 467 543	70 632
Charges exceptionnelles			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		384 924	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		87 967	153 259
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		2 563 150	0
Total des charges exceptionnelles		3 036 041	153 259
4. Résultat exceptionnel	16	-568 498	-82 627
Participation et intéressement des salariés	19	497 359	486 047
Impôts sur les bénéfices	17	-623 963	-572 326
Total des produits		39 433 292	27 070 004
Total des charges		40 537 004	27 831 126
5. Résultat net		-1 103 712	-761 122

III. — Annexe aux comptes annuels

1. — Présentation de l'activité et faits caractéristiques

1.1. Présentation de la société. — NET2S SA est une société internationale spécialisée dans le conseil technologique pour les infrastructures e-business, systèmes, réseaux et télécoms.

NET2S SA dispose de filiales en France (Predixio, Cyber Networks) et est également présent au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Belgique, en Espagne, en Suisse et au Maroc. Toutes ses filiales sont détenues à 100%.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs à la clôture :

— Acquisition du Groupe NET2S par la société BT Group Plc. (Londres) le 15 janvier 2008

En date du 15 janvier 2008, les quatre actionnaires fondateurs du Groupe NET2S ont cédé leurs actions représentant 67,72% du capital de NET2S SA à la société BT Group Plc. (81 Newgate Street, London, EC1A 7AJ).

— Offre publique de rachat par la société BT Group Plc.

En date du 13 février 2008, la société BT Group Plc. a lancé une Offre Publique d'Achat (OPA) simplifiée sur les actions de NET2S SA qui s'est clôturée le 10 mars 2008.

A l'issue de cette offre publique d'achat simplifiée, BT Group Plc. détient 11.983.972 actions de NET2S SA, soit 91,11% du capital et 91,01% des droits de vote.

— Changement de date de clôture des comptes

La société ainsi que l'ensemble de ses filiales ont modifié leur date de clôture qui est passée du 31 décembre au 31 mars. Par conséquent, l'exercice a une durée exceptionnelle de 15 mois recouvrant la période du 1er janvier 2007 au 31 mars 2008. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre. Les deux périodes ne sont donc pas directement comparables.

— Remboursement de la prime d'émission à hauteur de 5 M€.

L'assemblée générale extraordinaire du 3 janvier 2008 a décidé de procéder au remboursement d'une partie de la prime d'émission à hauteur de 5.000.000 d'euros.

— Cession du solde de la participation détenue dans la société QUOD FINANCIAL

Le 15 janvier 2008, NET2S SA a cédé les 17,4% qu'elle détenait encore dans le capital de la société QUOD FINANCIAL.

2. — Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Principes généraux. — Les comptes annuels de la société NET2S S.A. sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, dans le respect du principe de prudence, en tenant compte des hypothèses suivantes :

— Continuité de l'exploitation,

— Indépendance des exercices,

— Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et ce conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Tous les montants sont exprimés en euro, sauf mention contraire.

2.2. Immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les frais d'entretien et de réparations sont passés en charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations que nous vous présentons ci-dessous :

Logiciels :	3 à 7 ans.
Matériel informatique :	3 ans.
Matériel de transport :	4 ans.
Matériel de bureau :	4 ans.
Agencements, installations :	10 ans.

Les actifs immobilisés font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenues au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas d'immobilisation susceptible de donner lieu à une approche par composants.

2.3. Immobilisations financières. — Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est la valeur d'utilité des titres pour l'entité, c'est à dire la valeur que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle devait l'acquérir. Elle est déterminée en tenant compte notamment de la quote-part de NET2S SA dans les capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés.

2.4. Actif circulant :

— Clients et comptes rattachés : Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale. La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée, essentiellement en Europe et aux Etats Unis. La société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et déprécie au cas par cas ses créances clients en fonction des pertes potentielles estimées sur les créances non recouvrables.

— Valeurs mobilières de placement : Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont valorisées selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP). Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Conformément au principe de prudence, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées en compte de résultat, mais sont réintégrés fiscalement.

2.5. Conversion des éléments en devises. — Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux cours en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences de change latentes en résultant sont constatées en écarts de conversion actif et passif. En l'absence de couverture de change, les écarts de conversion actif (pertes de change latentes), non compensés, font l'objet d'une provision pour risque.

2.6. Résultat exceptionnel. — Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

2.7. Provisions pour risques et charges. — Des provisions pour risques et charges sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable. Les provisions pour litige font l'objet d'une analyse au cas par cas.

2.8. Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires (production vendue) est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base du prix de vente qu'il s'agisse de travaux en régie ou de contrats au forfait. Ce principe entraîne la constatation de factures à établir ou de produits constatés d'avance, lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux. Pour les contrats au forfait, une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée.

L'ensemble des refacturations de frais aux clients et aux filiales est enregistré dans le compte «Transfert de charges».

2.9. Plans de souscription d'actions, bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et actions gratuites. — Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de plans d'options de souscription d'actions, de BSPCE et d'actions gratuites, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution, n'est pas comptabilisée. Lors de la levée des options de souscription d'actions et de l'exercice des BSPCE, l'augmentation de capital est constatée pour le prix d'exercice.

2.10. Actions propres. — Compte tenu des objectifs multiples du programme de rachat d'actions, les actions propres sont comptabilisées en immobilisations financières.

2.11. Indemnités de fin de carrière. — Les salariés de la société bénéficient d'indemnités de fin de carrière au moment de leur départ à la retraite dans le cadre d'un régime à prestations définies. En l'absence d'actif lié à ce régime, l'engagement figurant à ce titre en hors bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation à la clôture, déterminée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellés dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Il n'existe pas d'autre avantage postérieur à l'emploi.

3. – Notes relatives au bilan

Note 1. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent comme suit :

(En euros)	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur brute en fin d'exercice
------------	----------------------------------	-----------------------------	---------------------------	--------------------------------

Logiciels	542 411	15 527		557 938
Installations, agencements	392 645	27 637	379 749	40 534
Matériel de bureaux et informatique	734 160	81 380	70 080	745 459
Mobilier	27 832			27 832
Total brut	1 697 048	124 544	449 829	1 371 763

(En euros)	Montant des amortissements en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant des amortissements en fin d'exercice
Logiciels	356 144	103 752	0	459 896
Installations, agencements	180 114	204 417	379 749	4 782
Matériel de bureaux et informatique	641 948	77 282	70 080	649 150
Mobilier	27 680	152		27 832
Total amortissements	1 205 887	385 603	449 829	1 141 661
Total net	491 161	-261 058	0	230 103

Les amortissements de l'exercice comprennent un amortissement exceptionnel de 163.948 euros relatif à la mise au rebut d'agencements et aménagements des locaux.

Note 2. Immobilisations financières. — Elles ont évolué de la manière suivante :

(En euros)	Valeur en début d'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur en fin d'exercice
Participations	9 476 175	78 546	2 563 149	6 991 572
Créances rattachées à des participations	4 451 386	2 335 668	3 907 351	2 879 702
Dépôts et cautionnements	87 213	5 983	86 876	6 320
Titres nantis	0	107 998		107 998
Actions propres	310 777	481 377	536 085	256 069
Total brut	14 325 551	3 009 572	7 093 462	10 241 661

(En euros)	Valeur en début d'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur en fin d'exercice
Participations	2 643 969	237 000	2 672 529	208 439
Créances rattachées à des participations	111 899	159 595	6 494	265 000
Dépôts et cautionnements	0			0
Actions propres	7 945		7 945	0
Total dépréciation	2 763 813	396 595	2 686 968	473 440
Total net	11 561 739	2 612 976	4 406 494	9 768 221

— Participations et créances rattachées à des participations : La diminution des participations pour un montant de 1 563 milliers d'euros en valeur brute correspond à la cession par la société de sa participation de 17,4% dans la société QUOD FINANCIAL.

Les créances rattachées à des participations représentent les prêts de NET2S SA à ses filiales NET2S INC, NET2S SA (Bruxelles), NET2S SL (Madrid), ATC Services, SYNTONE, PREDIXIO et CYBER NETWORKS, destinés à financer leur développement.

Le poste « Diminutions de l'exercice » comprend un montant de 1 350 milliers d'euros correspondant aux abandons de créances consentis par NET2S SA à PREDIXIO et NET2S SA (Bruxelles), à hauteur respectivement de 550 milliers d'euros et 800 milliers d'euros. Ces abandons de créances sont assortis d'une clause de retour à meilleure fortune.

La variation des dépréciations sur participations et créances rattachées qui représente une reprise nette de 2 282 milliers d'euros se décompose comme suit :

- Reprise de dépréciation sur les titres de la société QUOD FINANCIAL d'un montant net de 2 036 milliers d'euros suite à la cession totale de la participation, ainsi que sur les créances rattachées pour 6 milliers d'euros ;
- Reprise de dépréciation des titres de NET2S INC pour un montant de 436 milliers d'euros suite au retour avéré des profits dans la filiale américaine ;
- Dépréciation de l'intégralité des titres de la filiale PREDIXIO pour 37 milliers d'euros ;
- Dépréciation des créances rattachées aux titres de participation de NET2S SA (Belgique) pour 159 milliers d'euros.

La profitabilité actuelle des filiales et les perspectives de développement favorables ne justifient pas de dépréciation des titres et des créances rattachées complémentaires à celles détaillées dans le tableau des filiales et participations en Note 21.

— Actions propres : Lors de l'assemblée générale mixte du 29 juin 2007, les actionnaires de NET2S ont autorisé la société, dans la septième résolution adoptée par cette assemblée, à procéder au rachat d'actions NET2S jusqu'à 10% du capital de la société, soit 1 285 595 actions dans les conditions suivantes :

Prix maximal d'achat par action :	7 euros
Prix minimal de vente par action :	1 euro
Montant maximal des fonds que pourra utiliser la société :	8 806 786 euros

Cette autorisation qui se substitue à celle accordée par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2006, est donnée pour une durée maximum de 18 mois. Elle expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant en 2008 sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2008.

Nous vous présentons ci-dessous les mouvements effectués sur l'exercice 2007-2008, soit directement par la société, soit au titre du contrat de liquidité conclu le 26 septembre 2002 avec BNP PARIBAS Equities :

Actions propres - Mouvements	Au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Au 31/03/2008
de la période :				
Nombre d'actions	95 768	125 594	146 415	74 947
% Du capital	0,74%			0,58%
Prix d'acquisition - en euros	310 778	481 377	536 085	256 070
Cours de clôture - en euros	3,17			5,27
Valeur boursière - en euros	303 585			394 971
Cours moyen d'acquisition et de cessions-en euros		3,83	3,66	

Note 3. Clients et comptes rattachés :

(En euros)	31/03/2008	31/12/2006
Clients	11 645 528	8 889 313
Clients factures à établir	3 068 327	2 673 901
Total brut	14 713 855	11 563 214
Provision créances douteuses	-1 129 751	-1 076 485
Total net	13 584 104	10 486 729

Toutes les créances présentant un risque identifié sont dépréciées à la clôture de l'exercice.

La variation du poste «dépréciation des créances douteuses » est présentée ci-dessous :

Nature	31/12/2006	Dotations	Reprises		31/03/2008
			Montant utilisé au cours de l'exercice	Montant non utilisé repris au cours de l'exercice	
Dépréciation créances douteuses	1 076 485	86 075	32 809		1 129 751
Total	1 076 485	86 075	32 809	0	1 129 751

Note 4. Autres créances. — L'ensemble des autres créances à une échéance de moins d'un an, à l'exception de la créance du crédit d'impôt recherche.

(En euros)	31/03/2008	31/12/2006
Personnel	110 614	47 215
Etat et collectivités locales	1 639 398	1 750 678
Débiteurs divers	647 211	52 924
Comptes courants débiteurs	2 516 264	1 677 907
Total	4 913 488	3 528 725

Le poste « Etat et collectivités locales » intègre le montant de la créance de carry-back de 365 956 euros créée au titre de l'exercice 2002, 643 518 euros correspondant aux créances de TVA et 629 924 euros relatifs au crédit d'impôt recherche dégagé par QUOD FINANCIAL en 2005. Compte tenu de la sortie du périmètre d'intégration fiscale dans le cadre de la déconsolidation de cette filiale, cette créance sera rétrocédée à Quod Financial par Net2S au moment de son remboursement.

Le poste « Comptes courants débiteurs » inclut quant à lui 2 216 065 euros correspondant à l'impôt dû par les sociétés du sous-groupe et qui n'ont pas été réglés à NET2S SA dans le cadre de l'intégration fiscale, concernant les exercices 2005, 2006 et 2007/2008.

Note 5. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont composées des éléments suivants :

(En euros)	31/03/2008		31/12/2006
	Valeur comptable	Valeur de réalisation	Valeur comptable
Sicav	114 951	115 766	329 680
Comptes à terme	0	0	1 490 000
Billets de trésorerie	0	0	200 000
Total	114 951	115 766	2 019 680

Au 31 mars 2008, le montant des plus values latentes s'élève à 3 873 euros. Ce montant a été réintégré fiscalement.

Note 6. Capitaux propres :

— Variation des capitaux propres :

Ils ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

(En euros)	Nombre d'actions composant le capital	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Amort. Dérogatoires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2006	12 855 953	1 524 874	18 923 574	152 449	993 818	-4 911 733	-761 122	89 195	16 011 054
Affectation du résultat 2006						-761 122	761 122		0
Résultat 2007/2008							-1 103 712		-1 103 712
Amortissements dérogatoires								20 976	20 976
Acquisition d'actions gratuites	58 500	6 938	-6 938						0
Levées d'options de souscription	177 256	21 025	370 541						391 566
Exercice de BSPCE	62 136	7 369	132 437						139 806
AGE du 3 janvier 2008									0
Imputation du RAN sur les autres réserves					-993 818	993 818			0
Imputation RAN sur le capital		-1 252 659				1 252 659			0
Augmentation de capital		1 252 659	-1 252 659						0
Remboursement de la prime d'émission			-5 000 000						-5 000 000
Situation au 31 mars 2008	13 153 845	1 560 206	13 166 955	152 449	0	-3 426 378	-1 103 712	110 171	10 459 690

Au cours de l'exercice écoulé, les opérations suivantes ont été réalisées :

— Augmentations de capital suite à la levée d'options de souscription, à l'exercice de BSPCE et à l'attribution définitive d'actions gratuites selon les conditions suivantes :

Nature	Nombre	Prix d'exercice unitaire
Options	33.555	2.17
Options	102.890	2.13
Options	18.641	1.82
Options	2.409	2.49
Options	12.428	2.27
Options	7.333	4.29
Bspce	62.136	2.25
Actions gratuites	58.500	-
Total	297.892	

— Remboursement d'une partie de la prime d'émission à hauteur de 5.000 milliers d'euros précédé d'opérations de restructuration des capitaux propres.
— Capital social : Au 31 mars 2008, le capital social de NET2S s'élève à 1 560 206 euros, et est composé de 13 153 845 actions sans valeur nominale.

— Capital potentiel

Nature / N°	Décision de l'émission			Nombre d'actions potentielles à émettre à l'origine			Modalités d'exercice	
	Date de l'AG	Durée délég. au CA (mois)	Date du CA	Nombre d'actions pouvant être souscrites	Prix de souscription des actions (€)	Nombre d'actions pouvant être souscrite par les mandat. Sociaux	Point de départ et modalités d'exercice	Date d'expiration
				(A)	(A)	(A)	(B)	
Options de souscription d'actions								
SO 1	12/03/00	60	23/06/00	273 552	13,81		(1)	22/06/08
SO 2			06/09/00	48 203	19,40		(2)	05/09/08
SO 3			23/10/00	2 976	20,55		(3)	22/10/08
SO 4			23/10/00	13 403	18,67		(4)	22/10/08
SO 5			01/06/01	82 951	11,04		(5)	31/05/09
SO 6			01/06/01	14 074	12,54		(6)	31/05/09
SO 7	28/06/02	38	09/12/02	338 340	1,97 et 2,31		(7)	08/12/10
SO 8			14/01/03	76 396	2,01		(8)	13/01/11
SO 10			24/08/04	147 432	1,69		(9)	23/08/12
SO 11			15/09/04	20 105	2,10		(10)	14/09/12
SO 12			30/12/04	160 834	2,48		(11)	29/12/12
SO 13	30/06/05	38	19/08/05	11 864	3,98		(12)	18/08/13
SO 14			31/08/07	70 103	3,52		(13)	30/08/15
Sous-total stock options				1 260 231				
Bspce								
BCE 2	29/06/04	12	28/03/05	67 014	2,09		28/03/07	27/03/10
Sous-total BSPCE				67 014				
Actions gratuites								
AG 1	30/06/05	38	19/08/05	63 093			18/08/07	N/A
AG 2		38	14/09/06	4 853			13/09/08	N/A
AG 3		38	31/08/07	48 533			30/08/09	N/A
Sous-total actions gratuites				116 479				
Total				1 443 725				

Tableau de dilution potentielle du capital.

Nature / N°	Mouvements de l'exercice et augmentation de capital potentielle					
	Nombre d'actions pouvant être souscrites / acquises à l'ouverture de l'exercice	Nombre d'options / bons / actions gratuites émis au cours de l'exercice	Nombre d'options / bons exercés ou d'actions gratuites acquises	Nombre d'options / bons / actions gratuites devenus caducs	Nombre d'actions pouvant être souscrites / acquises à la clôture de l'exercice	Augmentation de capital potentielle en valeur (€)
	(A)	(A)	(A)	(A)	(A)	(A)
Options de souscription d'actions						
So 1	33 999			5 303	28 696	3 404
SO 2	1 572				1 572	186
SO 3	2 976				2 976	353
SO 4	3 889				3 889	461
SO 5	15 009			2 802	12 207	1 448
SO 6	5 095				5 095	604
SO 7	115 184		113 566		1 618	192
SO 8	36 189		36 189		13 400	1 590
SO 10	33 508		20 105		13 403	1 590
SO 11	20 105		13 404	6 701	26 800	3 180
SO 12	26 807				26 807	3 180
SO 13	11 864		7 908		3 956	469

SO 14		70 108			70 108	8 316
Sous-total stock options	306 197	70 108	191 172	14 806	170 327	20 203
Bspce						
BCE 2	67 014		67 014		0	0
Sous-total BSPCE	67 014	0	67 014	0	0	0
Actions gratuites						
AG 1	63 093		63 093		4 850	570
AG 2	4 853				4 853	576
AG 3		48 533			48 533	5 757
Sous-total actions gratuites	67 946	48 533	63 093	0	4 853	6 332
Total	315 071	70 108	161 684	8 105	215 390	25 548

La dilution potentielle du capital s'établit à 1,7% au 31 mars 2008.

(A) Le nombre d'actions à émettre ainsi que les prix d'émission ont été ajustés afin de tenir compte de la distribution d'une partie de la prime d'émission. Les mouvements de l'exercice intervenus avant la date de l'AGE du 3 janvier 2008 sont également présentés après ajustement des opérations sur le capital afin de faciliter la présentation de ces mouvements. Le nombre d'options levées, de bons exercés et d'actions gratuites acquises au cours de l'exercice avant ajustement des opérations sur le capital s'élève à 297.892.

(B) (1) Emission en trois tranches A, B, C. Tranches A et C : 50% à compter du 30 juin 2002 et 50% à compter du 30 juin 2003 - Tranche B : 1/3 à compter du 31 décembre 2000, 1/3 à compter du 31 décembre 2001 et 1/3 à compter du 31 décembre 2002.

(2) Emission en deux tranches A, B. Tranche A : à compter du 30 septembre 2002 - Tranche B : 50% à compter du 30 septembre 2002 et 50% à compter du 30 septembre 2003.

(3) 50% à compter du 31 octobre 2002 et 50% à compter du 31 octobre 2003.

(4) A compter du 22 octobre 2003.

(5) Emission en deux tranches A, B. Tranche A : 50% à compter du 30 juin 2003 et 50% à compter du 30 juin 2004 - Tranche B : 1/3 à compter du 31 mai 2002, 1/3 à compter du 31 mai 2003 et 1/3 à compter du 31 mai 2004.

(6) 50% à compter du 30 juin 2003 et 50% à compter du 30 juin 2004.

(7) 1/3 à compter du 09 décembre 2003, 1/3 à compter du 09 décembre 2004 et 1/3 à compter du 09 décembre 2005.

(8) A compter du 14 janvier 2006.

(9) 1/3 à compter du 17 septembre 2004, 1/3 à compter du 17 septembre 05 et 1/3 à compter du 17 septembre 2006.

(10) A compter du 15 septembre 2007.

(11) 1/3 à compter du 30 décembre 2005, 1/3 à compter du 30 décembre 06 et 1/3 à compter du 30 décembre 2007.

(12) 1/3 à compter du 19 août 06, 1/3 à compter du 19 août 2007 et 1/3 à compter du 19 août 2008.

(13) 1/3 à compter du 31 août 2008, 1/3 à compter du 31 août 2009 et 1/3 à compter du 31 août 2010.

Note 7. Dépréciations et provisions :

— Dépréciations : Le tableau de synthèse des dépréciations se présente comme suit :

Tableau des dépréciations	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations financières	2 763 812	396 595	2 686 968	473 439
Créances clients	1 076 485	86 075	32 809	1 129 751
Valeurs mobilières de placement	22 500			22 500
Total	3 862 797	482 670	2 719 777	1 625 690
Dont dépréciations :				
D'exploitation		86 075	32 809	
Financières		196 595	450 819	
Exceptionnelles		200 000	2 236 149	

— Provisions : Les provisions se décomposent de la façon suivante :

Nature	31/12/2006	Dotations	Reprises		31/03/2008
			Montant utilisé au cours de l'exercice	Montant non utilisé repris au cours de l'exercice	
Perte de change	24 026	151 411	101 135		74 302
Risques et charges	263 686	481 000	212 686	73 000	459 000
Total	287 712	632 411	313 822	73 000	533 302
Dont dotations et reprises :					
D'exploitation		327 000	212 686	73 000	

Financières		305 411	101 135		
Exceptionnelles					

Les provisions pour risques et charges comprennent principalement :

— Des provisions destinées à couvrir des risques prud'homaux. Elles sont évaluées en fonction de l'estimation des risques, compte tenu de l'avancée des négociations ou des procédures judiciaires en cours concernant des litiges commerciaux ou sociaux ;

— Une dotation pour un montant de 154 milliers d'euros correspondant à la provision de la situation nette négative de la filiale PREDIXIO au 31 mars 2008. La provision pour perte de change correspond aux pertes de change latentes.

Note 8. Nature et échéance des dettes financières. — Les emprunts et dettes financières s'analysent de la façon suivante :

(En euros)	Montant total	-1an	1 à 5 ans	+5 ans
Concours bancaires créditeurs	1 375 882	1 375 882		
Emprunts auprès de la filiale NET2S LTD	1 905 328		1 905 328	
Emprunts auprès de la filiale CYBER NETWORKS	2 611 000		2 611 000	
Comptes courants créditeurs groupe	15 684	15 684		
Groupe et associés	1 160	1 160		
Total	5 909 055	1 392 727	4 516 328	0

Les prêts auprès des autres filiales du Groupe portent intérêts au taux de 5% et sont consentis pour une période indéterminée et remboursable par tranches successives à la convenance de l'emprunteur. La Direction anticipe un remboursement entre 1 et 5 ans.

Note 9. Nature et échéance des dettes d'exploitation. — L'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an à l'exception de la dette vis-à-vis de QUOD FINANCIAL et se décompose comme suit :

(En euros)	31/03/2008
Dettes fournisseurs :	
Fournisseurs	3 218 619
Factures à recevoir	1 129 812
Total dettes fournisseurs	4 348 432
Dettes sociales :	
Rémunérations dues	
Comité d'entreprise	13 803
Provision congés payés	922 732
Autres dettes envers le personnel	835 044
Dettes envers les organismes sociaux :	
Organismes sociaux	1 034 800
Charges sociales sur provisions congés payés	406 002
Autres dettes	386 429
Dettes fiscales	
TVA	2 402 934
Autres impôts, taxes et assimilés	271 073
Total dettes fiscales et sociales	6 272 817
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés :	
Fournisseurs immobilisations	
Versements restants à effectuer sur titres de participation	3 892
Autres dettes :	
Autres dettes	1 171 570
Total des autres dettes	1 175 463

Les autres dettes envers le personnel correspondent principalement aux primes versées en avril 2008 mais concernant l'exercice 2007/2008, et aussi aux notes de frais restant dues à la fin de l'exercice.

Les autres dettes comprennent principalement :

— Une dette vis-à-vis de QUOD FINANCIAL à hauteur de 630 milliers d’euros correspondant au montant du CIR 2005 (voir note 4) qui devra être remboursée à l’ancienne filiale une fois perçu par l’état ;
 — Une dette de 407 milliers d’euros relative à l’étalement sur la durée du bail d’une franchise de 18 mois de loyer.

Note 10. Charges à payer et produits à recevoir. — Les éléments concernant les charges à payer et les produits à recevoir sont résumés comme suit :

— Charges à payer :

(En euros)	31/03/2008	31/12/2006
Intérêts courus à payer	3 913	13 039
Factures non parvenues	1 129 812	416 184
Charges à payer fiscales et sociales	2 779 624	2 175 099
Autres charges à payer	483 093	12 920
Total	4 396 442	2 617 242

— Produits à recevoir :

(En euros)	31/03/2008	31/12/2006
Intérêts courus à recevoir	0	478
Factures à établir	3 068 327	2 673 901
Autres produits à recevoir	0	52 924
Total	3 068 327	2 727 303

Note 11. Informations concernant les entreprises liées. — Les éléments concernant les entreprises liées et les participations sont résumés comme suit :

(En euros)	Montant concernant les participations	
	Détenues à plus de 50%	Détenues à moins de 50%
Participations	6 984 075	7 498
Provision dépréciation des participations	-204 690	-3 749
Créances rattachées à des participations	2 779 702	100 000
Provision dépréciation des créances rattachées à des participations	-165 000	-100 000
Créances clients et comptes rattachés	3 050 323	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 844 363	0
Comptes courants	-2 208 355	0
Produits financiers	702 970	6 494
Charges financières	1 808 184	0

Un accord de répartition des coûts signé entre la Société et ses filiales prévoit la refacturation de prestations de services engagées par la Société pour le compte de ses filiales en fonction de clés de répartition (chiffre d’affaires et temps passé). Ces prestations de services comprennent principalement des frais de la direction générale et des services comptable, juridique et informatique.

Une convention, signée en 2008 avec BT France, prévoit la refacturation à Net2s SA des prestations d’assistance effectuées par les équipes de BT France pour le compte de Net2s SA.

Note 12. Produits et charges constatés d’avance. — Les produits constatés d’avance correspondent à des produits comptabilisés avant que les prestations n’aient été effectuées.

Les charges constatées d’avance correspondent quant à elles, à des achats de biens et de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Le poste comprend principalement les loyers du 2ème trimestre 2008.

Note 13. Ecart de conversion. — Au 31 mars 2008, ce poste concerne les créances clients, les dettes fournisseurs et les dettes financières en devise étrangère converties au taux de clôture.

4. – Notes relatives au compte de résultat

Note 14. Produits d’exploitation. — Le détail des produits d’exploitation pour l’exercice 2007/2008 est le suivant :

(En euros)	2008	2006
Ventes de services	32 055 408	22 705 977
Dont France	31 570 101	21 842 694

Dont export	485 307	863 284
Chiffres d'affaires en % France	98,49%	96,20%
Chiffres d'affaires en % Export	1,51%	3,80%
Reprises de provisions	318 495	797 072
Transfert de charges	3 486 233	2 775 084
Autres produits	34 225	1 614
Produits d'exploitation	35 894 361	26 279 748

Le poste « Transfert de charges » correspond principalement aux frais de déplacement des consultants qui sont refacturés aux clients, groupe et hors groupe, ainsi qu'aux refacturations intercos.

Note 15. Résultat financier :

(En euros)	2007/2008
Produits financiers	
Produits de cession de VMP	236 857
Gains de change	10 177
Revenus des créances rattachées à des participations	266 590
Reprises sur dépréciations et provisions	551 955
Autres produits financiers	5 809
Total produits financiers	1 071 389
Charges financiers	
Perte de change	53 456
Charges sur cession de VMP	12 700
Dotations aux dépréciations et provisions	502 006
Autres charges financières	1 499 695
Total Charges financières	2 067 857
Total	-996 469

Les mouvements sur les dépréciations et provisions à caractère financier sont détaillés dans les notes 2 et 7.

Le poste « Autres charges financières » comprend un montant de 1 350 000 euros correspondant à des abandons de créances répartis à hauteur de 550 000 euros pour PREDIXIO et 800 000 euros pour NET2S SA (Bruxelles). Ces deux derniers sont assortis d'une clause de retour à meilleur fortune.

Note 16. Résultat exceptionnel :

(En euros)	2007/2008
Produits exceptionnels :	
Produits de cession s/ immobilisations financières	180 000
Produits sur exercices antérieurs	48 589
Reprise sur provision titres Quod Financial	2 236 149
Divers	2 805
Total I	2 467 543
Charges exceptionnelles :	
Divers	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	12 328
VNC des immobilisations financières	2 563 150
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	75 639
Dotations amortissements dérogatoires	20 976
Dotation sur provision titres Quod Financial	200 000
Dotations amortissements exceptionnels	163 948
Total II	3 036 040
Total I + II	-568 498

Le poste « Produits sur exercices antérieurs » inclut un montant de 19 628 euros correspondant à un remboursement d'avance d'Ubifrance sur les contrats VIE, comptabilisé en charge à l'origine.

Le poste « Charges exceptionnelles sur opération de gestion » inclut un montant de 48 967 euros correspondant à des paiements effectués suite à des jugements prudhommaux. Ces montants étaient provisionnés en totalité.

Le poste « Dotations aux amortissements exceptionnels » de 163 948 euros correspond à l'amortissement exceptionnel des « Installations, agencements » des locaux situés au 74/80 rue Roque de Fillol à Puteaux, suite à la rénovation complète du bâtiment.

Détail de l'opération de cession de la participation de Quod Financial : Au 15 janvier 2008, les titres de participation de Quod financial étaient valorisés à l'actif du bilan pour un montant de 2 563 milliers d'euros. Il était également constaté à l'ouverture de l'exercice une dépréciation de cette participation à hauteur de 2 036 milliers d'euros, ramenant ainsi la valeur de la participation à 527 milliers d'euros.

Cette participation a été cédée pour un montant de 180 milliers d'euros et une moins value de 347 milliers d'euros a été constatée dans les comptes.

Note 17. Impôt sur les sociétés. — La société NET2S SA et ses filiales CYBER NETWORKS et PREDIXIO ont opté pour le régime de l'intégration fiscale, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2005.

Au titre de la convention d'intégration fiscale, la société Mère devient seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles et de l'impôt forfaitaire annuel, dus par le groupe d'intégration fiscale.

L'économie d'impôt réalisée par le groupe qui serait liée à la prise en compte du déficit de la filiale est conservée par la société Mère, sans constituer un gain immédiat de l'exercice et est enregistrée dans un compte d'attente.

Les résultats fiscaux de l'exercice 2007/2008 des sociétés du périmètre d'intégration fiscale s'élèvent respectivement à – 723.093 euros pour NET2S SA, – 667.501 euros pour PREDIXIO et 2.106.259 euros pour CYBER NETWORKS. Le cumul de ces résultats fiscaux pour l'exercice 2007/2008, soit 715 665 euros vient s'imputer sur les déficits antérieurs reportables.

Il est à noter que les déficits fiscaux de NET2S SA (723.093 euros) et PREDIXIO (667.501 euros) s'entendent après neutralisation des abandons de créances à l'intérieur du groupe fiscal.

Le produit d'impôt sur les sociétés correspond à hauteur de 702 086 euros, au montant d'impôt dû par la société CYBER NETWORKS au titre de l'exercice 2007/2008, et comptabilisé dans les comptes de NET2S SA au titre de l'intégration fiscale.

Note 18. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts (groupe fiscal). — Le principal allègement de la dette future d'impôt correspond aux déficits reportables existant à la clôture de l'exercice à hauteur de 505 milliers d'euros.

Note 19. Intéressement. — Le montant de 497.359 euros apparaissant au compte de résultat sur la ligne « Participation et intéressement des salariés » correspond en totalité à l'intéressement.

5. – Autres informations significatives

Note 20. Engagements hors bilan :

— Engagements financiers donnés :

(En euros)	31/03/08	31/12/06
Cautions de contre-garantie sur marchés		
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	107 998	
Avals, cautions et garanties données		1 802 026
Autres engagements donnés		
Total	107 998	1 802 026

107.998 euros de titres ont été nantis par la société en contrepartie de la caution bancaire de 271.150 euros accordée par l'une de ses banques en faveur de la société EDISSIMMO pour les locaux situés au 74/80 rue Roque de Fillol à Puteaux, entrée en vigueur le 1er octobre 2007 et à échéance le 30 septembre 2016.

— Engagements financiers reçus :

Plusieurs abandons de créances ont été consentis par NET2S SA à certaines de ses filiales. Ils sont assortis d'une clause de retour à meilleure fortune et se décomposent comme suit :

Année des abandons	Filiales concernées	
	NET2S SA (Belgique)	Predixio
2005	810.000	460.000
2006	350.000	700.000
2007/2008	800.000	550.000
Total	1.960.000	1.710.000

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements financiers hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur ou qui pourraient le devenir dans le futur.

— Engagements en matière de retraite :

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	31/03/2008	31/12/2006
Taux d'actualisation	6,10%	4,6%
Taux d'augmentation future des salaires (inflation incluse)	4%	4%
Tables de mortalité utilisées	Insee 2001-2003	Insee 2001-2003
Taux moyen de rotation des effectifs	13%	13%
Taux de charges sociales en cas de départs volontaires	44%	44%

Le taux moyen de rotation des effectifs est ensuite lissé par classe d'âge en fonction d'une courbe décroissante afin de tenir compte de la mobilité des plus jeunes.

Sur l'exercice 2006, dans le cadre de la loi Fillon, les calculs étaient basés sur une hypothèse de mise à la retraite des salariés à l'initiative de l'employeur entre 62 et 63 ans.

Les hypothèses actuarielles de départ à la retraite ont été modifiées afin de tenir compte de l'incidence de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008, adoptée définitivement le 23 novembre 2007, qui a actée les mesures restrictives suivantes :

— Les indemnités versées dans le cadre d'une mise à la retraite d'un salarié par son employeur (qu'il ait ou non atteint 65 ans) sont soumises une nouvelle contribution patronale avec un taux de :

— 25% sur les indemnités versées du 11 octobre 2007 au 31 décembre 2008 ;

— 50% au-delà, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 2009.

Peu importe qu'il s'agisse d'une mise à la retraite à 65 ans ou, dans les cas où cela est encore possible jusqu'au 31 décembre 2009, entre 60 et 65 ans.

— La suppression du régime transitoire issue de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 et prévoyant un départ en retraite négocié de 2010 à 2014.

Le scénario de départ est donc dorénavant celui d'un départ volontaire à l'initiative du salarié, quelle que soit l'année de naissance du salarié

Au 31 mars 2008, le montant des engagements en matière de retraite s'élève à 134 196 euros, non provisionné dans les comptes.

— Droit individuel à la formation (DIF) : Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mars 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

Au 31 décembre 2007, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis non utilisés au titre du DIF par les salariés de la société s'élève à 7.772 heures.

— Autres obligations contractuelles :

(En milliers d'euros)	Total	Paiements dus par période		
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Dettes à long terme				
Obligations en matière de location-financement				
Contrats de location simple	4.886		3.343	542
Obligations d'achat irrévocables				
Autres obligations à long terme				
Total	4.886		3.434	542

La principale obligation contractuelle concerne le contrat de location simple pour les locaux de la société situés à Puteaux pour lequel celle-ci a obtenu une franchise de loyer de 18 mois.

— Autres engagements : A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur ou qui pourraient le devenir dans le futur.

Note 21. Tableau des filiales et participations :

Filiales et participations (En milliers d'euros sauf mention expresse)	Capital	Capitaux propres autres que le capital au 31 mars 2008	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaire hors taxes	Résultat (bénéfice ou perte)	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice
				Brute	Nette					
Renseignements détaillés concernant les filiales et participations										
Filiales (plus de 50 % du capital détenu) :										
Net2s Inc. (Us)	1 598	533	100	2 215	2 215			11 876	397	
Net2s Ltd(Uk)	0,003	3 455	100	0,1	0,1			11 503	848	
Net2s Sa (Belgique)	62	-75	100	62		165		1 799	30	
Net2s Sl (Espagne)	100	1 320	100	100	100	2 543		15 149	852	

NET2S Gmbh (Suisse)	64	-4	100	66	66				-1
Net2s Sa (Maroc)	26	39	100	29	29				6
Syntone (Maroc)	87	-3	100	358	252		2 196		-6
Predixio	37	-191	100	37		8	9 305		-149
Cyber Networks	5 748	324	100	4 115	4 115	63	34 706		1 254
Net2s India	2	2	100	2	2				
Filiales (moins de 50 % du capital détenu) :									
Atc services (France)	50	-100	16	7	4	100			

Note 22. Rémunérations des dirigeants. — Les rémunérations brutes des organes d'administration et de direction se décomposent comme suit :

Catégorie	Rémunération			
	Jetons de présence	Salaire	Avantage en nature	Total
Organes d'administration	18 000			18 000
Organes de direction		188 332	7 728	196 060
Total	18 000	188 332	7 728	214 060

Note 23. Effectif moyen. — L'effectif moyen de la société se décompose de la manière suivante :

	2007/2008	2006
Cadres	236	238
Employés, techniciens, agents de maîtrise	13	16
Total	249	254

Note 24. Informations sur les risques de marche :

— Risque de taux : Le groupe NET2S n'a pas d'endettement financier à ce jour. Il n'est donc pas exposé à un risque d'évolution des taux d'intérêt.

— Risque de change : L'internationalisation des flux de la société entraîne un risque de change par l'accroissement des flux en devises.

Les principaux risques de change concernent le dollar et la livre sterling.

Le risque de change concerne les créances, les dettes et la trésorerie en devise.

Au 31 mars 2008, une variation de 10% de la parité euro / dollar, euro / livre sterling et euro / dirham marocain aurait une incidence de 7 milliers d'euros sur le compte de résultat comme analysée dans le tableau suivant :

(En devise d'origine)	USD	GBP	MAD
Créances clients	176 493	49 310	
Dettes fournisseurs	-3 228		
Prêts aux filiales	100 000		2 716 416
Emprunts aux filiales	-858 855		
Position nette de change	-585 590	49 310	2 716 416
Couverture de change			
Position nette de change après couverture	-585 590	49 310	2 716 416
Taux de change au 31/03/08	0,632	1,257	0,087
Montant convertis en euros au 31/03/08	-370 345	61 962	237 071
Incidence variation du taux de change de + 10%	-37 035	6 196	-7 131

Il n'existe pas chez NET2S SA de politique de couverture de change.

— Risque actions : Les valeurs mobilières de placement détenues par le Groupe sont exclusivement constituées de SICAV monétaires. Le risque lié à l'évolution des marchés financiers est de ce fait limité.

Note 25. Information sur la société consolidante. — Les comptes de NET2S SA et de ses filiales sont intégrés dans les comptes consolidés de la société BT Group Plc. domiciliée au Royaume-Uni au 81 Newgate Street, London, EC1A 7AJ.

Note 26. Evénements postérieurs. — Néant.

B. — Comptes consolidés**I. — Bilan consolidé au 31 mars 2008**

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/03/2008	31/12/2006
Actifs non courants		7 029	7 354
Ecarts d'acquisition	4.1	3 723	3 723
Immobilisations incorporelles	4.2	104	181
Immobilisations corporelles	4.2	1 228	884
Participation dans les entreprises associées	4.3	6	986
Actifs financiers	4.3	286	177
Actifs d'impôt différé	4.8	505	664
Autres actifs non courants	4.4	1 178	739
Actifs courants		43 219	44 335
Stocks	4.5	990	2 947
Clients et comptes rattachés	4.6	34 519	31 797
Autres actifs courants	4.7	2 674	3 186
Charges constatées d'avance		456	415
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.9	4 580	5 989
Total actif		50 248	51 690

Passif	Notes	31/03/2008	31/12/2006
Capital	4.10	1 560	1 525
Réserves liées au capital		14 465	19 980
Réserves consolidées		2 508	-924
Autres réserves		152	1 146
Résultat de la période		2 284	1 103
Réserves de conversion		-1 555	-602
Capitaux propres		19 415	22 228
Dont			
Part du groupe		19 415	22 228
Intérêts minoritaires		0	
Passifs non courants		1 405	1 510
Provisions non courantes	4.11	220	373
Dettes financières long terme	4.12	552	398
Passifs d'impôt différé	4.8	2	0
Autres passifs non courants	4.4	631	739
Passifs courants		29 428	27 952
Provisions courantes	4.11	453	395
Dettes financières court terme	4.12	3 591	1 135
Fournisseurs et autres créditeurs		7 227	9 099
Dettes fiscales et sociales	4.13	14 321	14 069
Autres passifs courants	4.13	1 537	123

Produits constatés d'avance	4.14	2 299	3 132
Total passif		50 248	51 690

II. — Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)

	Notes	2007 / 2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Chiffre d'affaires net	4.15	113 521	77 027
Achats et charges externes		-41 977	-30 114
Impôts, taxes et versements assimilés		-1 840	-1 296
Charges de personnel	4.16	-64 010	-43 574
Amortissements		-842	-543
Dépréciations et provisions nettes de reprises	4.17	-296	446
Autres produits et charges opérationnels courants		-492	-428
Résultat opérationnel courant		4 064	1 518
Résultat de cession	4.18	-242	430
Autres produits et charges opérationnels non courants		76	-133
Résultat opérationnel		3 897	1 815
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		44	233
Coût de l'endettement financier brut		-188	-80
Coût de l'endettement financier net	4.19	-143	153
Autres produits et charges financiers	4.19	98	-309
Impôts sur le résultat	4.20	-1 568	-557
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 284	1 103
Dont part du Groupe		2 284	1 103
Dont part des minoritaires			

Résultat par action	Notes	2007/2008	2 006
Nombre moyen d'actions	4.21	12 863 083	12 792 480
Résultat net par action (en euros)		0,18	0,09
Nombre d'actions potentielles (options de souscription d'actions, BSPCE et actions gratuites)		101 779	148 542
Nombre moyen d'actions retraité		12 964 862	12 941 022
Résultat net dilué par action (en euros)		0,18	0,09

III. — Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros)

	2007/2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 284	1 103
Amortissements et provisions nettes (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	746	221
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	242	254

Autres produits et charges calculés		8
(Plus) / moins values de cession, nettes d'impôt	242	-430
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 514	1 156
Coût de l'endettement financier net	143	
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 568	556
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	5 225	1 712
Impôts versés (B)	-933	348
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-2 281	-5 073
Flux net de trésorerie lié à l'activité (D) = (A + B + C)	2 011	-3 012
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 204	-454
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	200	
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	-198	-228
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	84	
Incidence des variations de périmètre		-100
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-1 118	-781
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options et de BSPCE	531	
Rachats et reventes d'actions propres	83	-205
Remboursement partiel de la prime d'émission	-5 000	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-4 386	-205
Incidences des variations des cours des devises (G)	-484	-30
Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	-3 977	-4 028
Trésorerie nette à l'ouverture	4 967	-8 994
Trésorerie nette à la clôture	990	4 967
Variation de trésorerie	-3 977	-4 028

	31/03/2008	31/12/2006
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 580	5 989
Dettes financières courantes	3 591	1 022
Total trésorerie nette	990	4 967

IV. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros)

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Autres réserves	Résultat de la période	Réserves de conversion	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2005	1 525	19 727	-4 627	1 146	3 907	-491	21 188
Affectation du résultat 2005			3 907		-3 907		
Retraitements Paiements en actions aux salariés en 2006		254					254
Acquisitions d'actions propres			-876				-876
Cessions d'actions propres			671				671
Résultat 2006					1 103		1 103

Variation des réserves de conversion						-111	-111
Situation au 31 décembre 2006	1 525	19 980	-924	1 146	1 103	-602	22 228
Affectation du résultat 2006			1 103		-1 103		
Levées d'options, exercice de BSPCE et remise d'actions gratuites	35	496					531
Remboursement partiel de la prime d'émission		-5 000					-5 000
Opérations décidées par AGE du 3 janvier 2008		-1 253	2 247	-994			
Paiements en actions aux salariés en 2007		242					242
Acquisitions d'actions propres			-481				-481
Cessions d'actions propres			564				564
Résultat 2007 / 2008					2 284		2 284
Variation des réserves de conversion						-954	-954
Situation au 31 mars 2008	1 560	14 465	2 508	152	2 284	-1 555	19 415

V. — Annexe aux comptes consolidés

Notes préliminaires

Informations relatives à l'entreprise. — Le Groupe NET2S est une société internationale spécialisée dans le conseil technologique pour les infrastructures e-business, systèmes, réseaux et télécoms. Présent en France depuis 1996 avec la création de NET2S SA, mais également via ses filiales françaises, le Groupe NET2S est également installé au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Belgique, en Espagne, en Suisse et au Maroc. Le Groupe NET2S est aujourd'hui composé de NET2S SA, société mère et de dix filiales détenues à 100%.

Pour mémoire, le 21 décembre 2004, le groupe s'est renforcé dans le domaine de la sécurité avec l'acquisition de CYBER NETWORK GROUP (aujourd'hui CYBER NETWORKS), société de service spécialisée dans le conseil, l'intégration et l'infogérance des solutions de systèmes de sécurisation des systèmes d'information et de l'internet.

En date du 16 juin 2008, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés de NET2S SA. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

Déclaration de conformité. — NET2S se conforme au règlement européen du 19 juillet 2002 relatif à l'application à compter du 1er janvier 2005 des normes IAS / IFRS pour la préparation de ses comptes consolidés.

Les états financiers du Groupe NET2S ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les méthodes comptables adoptées sont identiques avec celles de l'exercice précédent, à l'exception de celles développées ci-dessous.

(a) Normes et interprétations entrant en vigueur en 2007.

Au cours de cet exercice, le Groupe NET2S a adopté les normes et interprétations suivantes :

— IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007)

— IAS 1 Présentation des états financiers - Amendement – Informations à fournir en matière de capitaux propres (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007)

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 7 et des modifications à l'IAS 1 a été d'étendre les notes sur les instruments financiers du Groupe.

— IFRIC 7 Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 – Information financière dans les économies hyper inflationnistes (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er mars 2006)

— IFRIC 8 Champ d'application d'IFRS 2 (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er mai 2006)

— IFRIC 9 Réévaluation des dérivés incorporés (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er juin 2006)

— IFRIC 10 Information financière intermédiaire et dépréciation (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er novembre 2006)

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas entraîné de changements aux méthodes comptables du Groupe NET2S.

(b) Adoption anticipée de normes et interprétations.

Le Groupe NET2S a choisi de n'adopter aucune norme ou interprétation avant leur date d'entrée en vigueur.

(c) Normes et interprétations publiées, mais non encore en vigueur

A la date de certification de ces états financiers, les normes et interprétations suivantes étaient publiées, mais pas encore en vigueur :

— Amendements à IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009)

— Amendements à IAS 32 Instrument financiers: présentation et IAS 1 Présentation des états financiers - instrument financiers remboursables au gré du porteur (« puttable financial instruments ») et obligations provenant d'une liquidation (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009)

— IFRS 3 – Regroupements d'entreprises (révisée en 2008) (applicable à la comptabilisation des regroupements d'entreprises pour lesquels la date de l'accord est à compter du commencement du premier exercice ouvert à compter du 1er juillet 2009)

— IFRS 8 Secteurs opérationnels (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009)

— IAS 23 – Coûts d'emprunt (révisée en 2007) (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009)

— IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels (révisée en 2008) (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009)

— IFRIC 11 IFRS 2 – Transactions groupe et sur actions propres (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er mars 2007)

— IFRIC 12 – Accords de concession de services (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008)

— IFRIC 13 – Programmes de fidélisation des clients (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2008)

— IFRIC 14 – IAS 19 – Le plafonnement d'un actif au titre des prestations définies, les obligations de financement minimum et leur interaction (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008)

L'adoption de ces nouvelles normes et interprétations pour les exercices ultérieurs ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Comparabilité des comptes. — Deux éléments ont une incidence sur la comparabilité des comptes :

— Le changement de date de clôture (voir le point 3 sur les faits marquants de l'exercice).

— La déconsolidation de la société QUOD FINANCIAL depuis le 30 septembre 2006,

Concernant l'incidence du changement de date de clôture, le tableau suivant présente à titre indicatif le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant retraités sur 12 mois (du 1er avril 2007 au 31 mars 2008), avec ces mêmes indicateurs pour la même période de l'exercice précédent.

(En millions d'euros)	2007/08 Consolidé	2006/07 Consolidé
	12 mois Clôture au 31 mars 2008	12 mois Clôture au 31 mars 2007
Chiffre d'affaires	88,5	82,4
Résultat opérationnel courant	3,2	2,3
En % du Chiffre d'affaires	3,6%	2,8%

Concernant l'incidence de la cession de la société QUOD FINANCIAL, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 intégraient une perte opérationnelle de 1,7 million d'euros attachée aux opérations de cette société relative aux trois premiers trimestres de cet exercice puisque la déconsolidation est intervenue au 30 septembre 2006.

1. – Périmètre de consolidation.

Au 31 mars 2008, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Société	Méthode de consolidation	% Intérêts	% De contrôle	Pays d'activité
Net2s Sa	Société Mère			France
Net2s Inc.	Intégration globale	100%	100%	Etats-Unis
Net2s Ltd	Intégration globale	100%	100%	Royaume-Uni
Net2s Sa (Bruxelles)	Intégration globale	100%	100%	Belgique
Net2s SI (Madrid)	Intégration globale	100%	100%	Espagne
NET2S Gmbh (Zurich)	Intégration globale	100%	100%	Suisse
Net2s Sa (Maroc)	Intégration globale	100%	100%	Maroc
Syntone	Intégration globale	100%	100%	Maroc
Predixio	Intégration globale	100%	100%	France
Cyber Networks	Intégration globale	100%	100%	France
Net2s India	Non consolidée	100%	100%	Inde

Société	Siège social	Siren
Net2s Sa	74/80 rue Roque de Fillol - 92800 Puteaux	B 408 023 398
Net2s Inc.	110 Wall Streets – 22nd floor New York - NY 10005	
Net2s Ltd	1/3 Dufferin street - 2nd floor - London EC1Y 8 NA	
Net2s Sa (Bruxelles)	Park Leopold - Rue Wiertzstraat 50 - B - 1050 Brussels	
Net2s SI (Madrid)	Cardenal Marcelo Spinola, 8 - 28016 Madrid	
NET2S Gmbh (Zurich)	Leutholstr 19 - CH - 8037 Zurich	
Net2s Sa (Maroc)	4 rue Réaumur, Quartier des Hôpitaux - Casablanca	
Syntone	Résidence Le Patio - 61, av Fal Ould Oumeir - Agdal-Rabat - Maroc	RC 45891
Predixio	74/80 rue Roque de Fillol - 92800 Puteaux	B 452 083 520
Cyber Networks	74/80 rue Roque de Fillol - 92800 Puteaux	B 433 920 592
Net2s India	State of Karnataka	

2. – Faits marquants de l'exercice.

— Acquisition du Groupe Net2S par BT group Plc. le 15 janvier 2008. : Comme il a été annoncé dans le communiqué du 16 janvier 2008, les quatre actionnaires fondateurs du Groupe Net2S ont vendu à BT Group Plc leurs actions représentant 67,72% du capital de NET2S SA.

Les opérations réalisées sur le capital préalablement à cette cession sont décrites dans la note 10.

— Offre publique de rachat par la société BT Group Plc. : En date du 13 février 2008, la société BT Group Plc. a lancé une Offre Publique d'Achat (OPA) simplifiée sur les actions de NET2S SA qui s'est clôturée le 10 mars 2008.

A l'issue de cette offre publique d'achat simplifiée, BT Group Plc. détient 11.983.972 actions de NET2S SA, soit 91,11% du capital et 91,01% des droits de vote.

— Changement de date de clôture des comptes : La société ainsi que l'ensemble de ses filiales ont modifié leur date de clôture qui est passée du 31 décembre au 31 mars. Par conséquent, l'exercice a une durée exceptionnelle de 15 mois recouvrant la période du 1er janvier 2007 au 31 mars 2008. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre. Les deux périodes ne sont donc pas directement comparables.

— Remboursement de la prime d'émission à hauteur de 5 M€. : L'assemblée générale extraordinaire du 3 janvier 2008 a décidé de procéder au remboursement d'une partie de la prime d'émission à hauteur de 5.000.000 d'euros.

— Cession de la participation dans QUOD FINANCIAL. : Au cours de cet exercice, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation dans la société QUOD FINANCIAL, soit les 17,4% des parts restantes suite à l'opération de déconsolidation de l'exercice précédent.

Un résultat de cession a été comptabilisé à hauteur de – 242 milliers d'euros, comme décrit dans la note 18.

3. – Principes et méthodes comptables.

Principes généraux de consolidation.

3.1. Règles de consolidation. — Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de NET2S et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque NET2S détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base d'un exercice de 15 mois ouvert le 1er janvier 2007 et clos le 31 mars 2008.

Les comptes consolidés de l'exercice du groupe NET2S ont été établis en application des règles d'évaluation et de comptabilisation des normes comptables internationales IFRS adoptées dans l'Union européenne au 31 mars 2008.

Les comptes consolidés annuels sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie de la constatation d'une charge ou d'un produit en compte de résultat.

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction, certaines estimations et hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers et les notes annexes. Les réalisations peuvent s'avérer différentes de ces estimations par la suite.

Les états financiers des sociétés composant le groupe sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

3.2. Conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère, et des opérations en devises. — La monnaie fonctionnelle de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère. Les états financiers consolidés sont présentés en euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère.

A la date de clôture, les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe NET2S (l'euro) au taux de change en vigueur à la date de clôture, et leurs comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen pondéré de l'exercice. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés directement dans une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de la sortie d'une activité à l'étranger, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger, est reconnu en résultat.

Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

3.3. Règles de présentation des comptes du bilan et du compte de résultat. — Les actifs et passifs sont classés entre éléments courants et non-courants. Un actif est classé comme actif courant s'il est destiné à être revendu ou consommé dans le cadre du cycle d'exploitation normal de l'activité du groupe ou avant 12 mois. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont considérés comme courants. Tous les autres actifs sont classés en non courants.

Un passif est considéré comme courant s'il est destiné à disparaître au cours du cycle normal d'exploitation ou avant 12 mois. Tous les autres passifs sont considérés comme non courants.

Conformément à la recommandation du CNC 2004-R02, le groupe présente un résultat opérationnel courant défini par la différence entre le résultat opérationnel total et les autres produits et charges opérationnels qui correspondent aux événements inhabituels, anormaux et peu fréquents (dépréciation importante et inhabituelle d'actifs non courants, d'immobilisations incorporelles, résultats de cession, etc.).

Méthodes d'évaluation.

3.4. Ecarts d'acquisition. — L'écart calculé entre le coût d'achat des participations acquises et la valeur globale des actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise, valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Ecart d'acquisition » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie.

Ultérieurement, ces écarts d'acquisition sont évalués à leur coût diminué d'éventuelles pertes de valeur, conformément aux modalités décrites dans la note 3.7.

3.5. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité estimées de l'actif suivantes :

Logiciels :	3 à 7 ans.
Matériel informatique :	3 ans.

Matériel de transport :	4 ans.
Matériel de bureau :	4 ans.
Agencements, installations :	10 ans.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés (cf. note 3.7)

Une immobilisation est sortie de l'actif lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est plus attendu de son utilisation. Tout gain ou perte résultant de la sortie d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le compte de résultat l'année de la sortie de l'actif.

3.6. Contrats de location. — Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location-financement qui en substance transfère tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire sont comptabilisées en immobilisations corporelles.

Ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif au début de la période de location pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, déterminée à la date de commencement du contrat. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les frais de location simple, quant à eux, sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — L'évaluation de la valeur des actifs immobilisés est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances, internes ou externes indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

En particulier, la valeur au bilan des écarts d'acquisition est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. Afin de déterminer leur valeur d'usage, les actifs immobilisés auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent.

La valeur d'usage de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF) selon les principes suivants :

— Les flux de trésorerie sont issus des budgets d'exploitation arrêtés par la direction pour l'exercice à venir avec des prévisions de croissance pour les quatre années suivantes ;

— La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position commerciale.

La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs immobilisés (y compris l'écart d'acquisition). Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition.

3.8. Stocks. — En application de la norme IAS 2, les stocks et en-cours sont évalués au plus bas du prix de revient (principalement selon le principe du premier entré, premier sorti) ou du prix du marché (valeur réalisable nette estimée).

Les stocks sont principalement constitués de matériels et de licences informatiques destinés à être vendus aux clients et qui sont valorisés à leur coût de revient. Une dépréciation est éventuellement constatée afin de ramener cette valeur comptable à la valeur de réalisation.

3.9. Produits des activités ordinaires. — Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont présentées ci-dessous :

— Assistance technique, Conseil et Intégration de Systèmes en Régie : Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables.

— Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait : Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai.

Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode de l'avancement et le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée.

— Vente de Progiciels et de Matériel : Pour les ventes de progiciels et de matériels réalisées indépendamment de toute prestation de services, le chiffre d'affaires est constaté lorsque le risque est transféré au client. Ce transfert a lieu en général à la livraison.

— Maintenance : Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

Pour toutes les catégories de prestations, des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

3.10. Impôts différés. — Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et passifs du Groupe.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été entérinés à la clôture.

Les actifs d'impôt différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant des pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquelles ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

3.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — La trésorerie figurant à l'actif du bilan sous la rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les disponibilités et les placements correspondant à des SICAV de trésorerie, des billets de trésorerie et des comptes à terme.

Les valeurs mobilières de placement constatées en trésorerie sont évaluées à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

3.12. Actions propres. — Toutes les actions propres détenues par le groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres, conformément à IAS 32. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

3.13. Plan d'options de souscription d'actions, bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et actions gratuites. — Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le coût des transactions avec les salariés réglées en instruments de capitaux propres est valorisé à la juste valeur des services reçus à la date d'attribution. L'estimation de la juste valeur des options sur actions, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et des actions gratuites est déterminée par l'application du modèle Black & Scholes.

Le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé, en contrepartie de l'augmentation des capitaux propres, sur la période pendant laquelle les conditions de performance sont remplies. Cette période se termine à la date à laquelle les employés concernés ont pleinement droit à la rémunération (date d'acquisition des droits). La charge cumulée enregistrée pour ces transactions à chaque fin d'exercice jusqu'à la date d'acquisition des droits est le reflet de cette période d'acquisition et du nombre d'actions qui vont être acquises d'après la direction du Groupe. Cette opinion se fonde sur la meilleure estimation disponible du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront définitivement acquis.

Aucune charge n'est constatée pour les actions qui ne sont finalement pas acquises.

L'effet dilutif des options en cours est reflété dans le calcul du résultat dilué par action dans la note 21.

3.14. Provisions et dépréciations. — Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions pour litige font l'objet d'une analyse au cas par cas.

La société constate une dépréciation de ses créances clients afin de tenir compte des difficultés de recouvrement identifiées ou de litiges en cours.

3.15. Avantages postérieurs à l'emploi. — Les salariés des sociétés françaises du Groupe bénéficient d'indemnités de fin de carrière au moment de leur départ à la retraite dans le cadre d'un régime à prestations définies. En l'absence d'actif lié à ce régime, le passif inscrit au bilan à ce titre correspond à la valeur actualisée de l'obligation à la clôture, déterminée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellés dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Les gains et pertes actuariels sont immédiatement constatés dans le compte de résultat de l'exercice.

Il n'existe pas d'autre avantage postérieur à l'emploi.

3.16. Droit individuel à la formation (DIF). — Dans le cadre du DIF, institué par la loi du 4 mars 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

En l'état actuel des discussions de place et conformément à l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC, la société considère que les engagements du DIF ne peuvent être qualifiés "d'avantages liés à des services passés" compte tenu de l'existence d'une contrepartie future pour l'entreprise, toutes les formations accordées aux salariés ayant toujours un lien avec l'activité du Groupe. Par conséquent, le montant des engagements au titre du DIF ne sont pas provisionnés car n'entrant pas dans le champ d'application d'IAS 19, mais donnent lieu à une information dans l'annexe.

3.17. Charges de personnel. — La participation des salariés et la charge d'intéressement sont classées dans le poste « Charges de personnel » du compte de résultat.

3.18. Résultat par action. — Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période, augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons et options en circulation à la clôture.

3.19. Information sectorielle. — Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le Groupe opère.

4. – Informations relatives aux comptes consolidés.

Note 1. Ecart d'acquisition. — Les écarts d'acquisition par société s'analysent comme suit :

	Syntone	Cyber networks	Total
Valeur nette au 31 décembre 2006	151	3 572	3 723
Variation de l'exercice			0
Valeur nette au 31 mars 2008	151	3 572	3 723

Les tests de dépréciation auxquels ces écarts d'acquisition ont été soumis conformément à la note 3.7, n'ont pas fait apparaître de perte de valeur au 31 mars 2008.

	Ecart d'acquisition brut	Perte de valeur de la période	Perte de valeur cumulée	Ecart net d'acquisition
Cyber networks	3 572			3 572
Syntone	236		-85	151
Total	3 808	0	-85	3 723

Les hypothèses individuelles utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition sont présentées ci-dessous :

	Taux moyen normatif de croissance long terme	Taux d'actualisation 2007/2008	Dont taux des OAT à long terme	Dont coefficient de risque associé à l'activité	Dont différence de rendement moyen entre les actions cotées en bourse et les obligations
Cyber networks	1%	11.40%	4.26%	1,40	5.10%
Syntone	1%	11.40%	4.26%	1,40	5.10%

Note 2. Immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'euros)	31/03/2008			31/12/2006
	Valeurs brutes	Amort.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles	703	599	104	181
Immobilisations corporelles	3 338	2 110	1 228	884
Total	4 040	2 709	1 332	1 065

L'évolution des immobilisations incorporelles et corporelles s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	Valeur brute en début d'exercice	Augmentation s de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Reclassements	Variation de périmètre	Variation des taux de change	Valeur brute en fin d'exercice
- Immobilisations incorporelles							
Logiciels	672	47	-4	0		-12	703
- Immobilisations corporelles							
Installations, agencements	393	573	-472	482		-80	896
Matériel de bureaux et informatique	2 539	585	-72	-625		-153	2 274
Mobilier et divers	28	0	0	144	0	-3	168
Total	3 632	1 204	-547	0	0	-248	4 040

L'évolution des amortissements s'analyse quant à elle comme suit :

(En milliers d'euros)	Montant des Amortissements en début d'exercice	Augmentation s de l'exercice	Diminution de l'exercice	Reclassements	Variation de périmètre	Variation des taux de change	Montant des amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :							
Logiciels	-491	-122	4			11	-599
Immobilisations corporelles :							
Constructions							
Installations, agencements	-180	-323	472	-169		16	-185
Matériel de bureaux et informatique	-1 868	-359	71	189		127	-1 840
Mobilier	-28	-38	0	-20			-84
Total	-2 567	-842	546	0	0	155	-2 709

Au 31 mars 2008, il n'existe pas d'immobilisations significatives financées par crédit-bail ou par location-financement.

Note 3. Participation dans les entreprises associées et actifs financiers :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation s	Diminutions	Reclassements	Variation de Périmètre	Variation des taux de change	31/03/2008
Créances rattachées à des participations	548		-548				
Titres non consolidés	438		-436	4			6
Sous-total Participations dans les entreprises associées	986		-984	4			6
Dépôts versés	185	50	-84			-8	143
Titres nantis		108					108
Autres immobilisations financières		40		100		-1	139
Dépréciation	-8		8	-104			-104
Sous-total Actifs financiers	177	198	-76	-4		-9	286
Valeurs nettes	1 163	198	-1 060	0		-9	292

La variation du poste « Créances rattachées à des participations » correspond à une créance de NET2S SA sur QUOD FINANCIAL qui a été reclassée dans les autres actifs non courants suite à la cession des titres de la société QUOD FINANCIAL (voir note 4).

La variation des titres non consolidés correspond à la sortie des titres de QUOD FINANCIAL suite à la cession intervenue au cours de l'exercice. NET2S détient par ailleurs 15% des titres de la société ATC SERVICES pour un montant de 4 milliers d'euros ainsi qu'une créance rattachée à ces titres pour 100 milliers d'euros, intégralement dépréciée depuis l'exercice 2003.

Note 4. Autres actifs non courants et autres passifs non courants. — Le montant comptabilisé en autres actifs non courants correspond à la créance de crédit impôt recherche (CIR) constatée chez l'ancienne filiale QUOD FINANCIAL au titre de l'exercice 2005 à hauteur de 630 milliers d'euros et d'une

créance vis-à-vis de cette même société à hauteur de 548 milliers d'euros. D'autre part, le montant figurant dans les autres passifs non courants correspond à une dette vis-à-vis de QUOD FINANCIAL pour un montant identique à celui de la créance de CIR.

Suite à la sortie de la société QUOD FINANCIAL du périmètre d'intégration fiscale, NET2S SA est devenue titulaire de cette créance vis-à-vis de l'Etat. Le montant du CIR devra être rétrocédé à la société QUOD FINANCIAL une fois qu'il sera perçu par NET2S SA. Il est contractuellement prévu que cette rétrocession s'effectuera en partie par compensation entre la créance que détient NET2S sur QUOD FINANCIAL pour 548 milliers d'euros et la créance que détient QUOD FINANCIAL sur NET2S SA pour 631 milliers d'euros, le solde devant être réglé en numéraire.

Note 5. Stocks :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Stocks	990	2 947
Total	990	2 947

La variation du montant des stocks s'explique par le changement de date de clôture, le niveau de stocks étant plus élevé au 31 décembre de chaque année compte tenu de l'activité de renouvellement des mises à jour annuelles de certaines licences logiciels.

Note 6. Clients et comptes rattachés. — Le détail du compte clients et comptes rattachés est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Créances clients	28 752	25 484
Factures à établir	7 555	7 901
Total brut	36 307	33 385
Dépréciation	-1 789	-1 587
Total net	34 519	31 797

Toutes les créances présentant un risque identifié sont dépréciées à la clôture de l'exercice.

Note 7. Autres actifs courants. — Ce poste inclut les éléments suivants :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Avances et acomptes versés sur commandes	2	12.2
Créances sociales	151	123
Créances fiscales	1 743	2 361
Créances fiscales IS	492	411
Débiteurs divers	285	279
Total	2 674	3 186

Note 8. Actifs et passifs d'impôt différé. — Le tableau ci-dessous expose les impôts différés activés :

	Ouverture	Impact des variations de taux d'impôt	Variation sur la période au taux courant	Variation du taux de change	Variation de périmètre	Clôture
Déficits reportables	1 390		-749			641
Décalages d'imposition	587		229	42		859
Total base	1 978		-520	42		1 500
Impôt différé actif	664		-139	-20		505
Impôt différé passif			2			2

Les principaux impôts différés non activés sont les suivants :

	Base Ida non activée au 31 mars 2008			Crédit d'impôt correspondant
	Sur déficits reportables	Sur décalages temporaires	Total	
Net 2s Inc.		130	130	60
Belgique	31		31	12
Net2s Maroc	23		23	8

Total	154	130	284	119
-------	-----	-----	-----	-----

L'activation des décalages temporaires liés à la filiale américaine a été constatée à hauteur de l'utilisation des créances d'impôt estimée probable.

Note 9. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — L'analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'établit par nature comme suit :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Sicav	119	330
Compte à terme		2 328
Billets de trésorerie		200
Disponibilités	4 462	3 131
Total	4 580	5 989

Au titre de l'exercice clos au 31 mars 2008, le montant des plus-values comptabilisées en produits financiers sur l'exercice en application des normes IAS 32/39 s'élève à 4 milliers d'euros.

Note 10. Variation des capitaux propres du groupe :

10.1. Généralités. — Au 31 mars 2008, le nombre d'actions de NET2S en circulation s'élève à 13 153 845.

10.2. Plans d'options de souscription d'actions, de bons de souscription d'actions et d'attribution d'actions gratuites :

Nature / N°	Décision de l'émission			Nombre d'actions potentielles à émettre à l'origine			Modalités d'exercice	
	Date de l'AG	Durée délég. au CA (mois)	Date du CA	Nombre d'actions pouvant être souscrites	Prix de souscription des actions (€)	Nombre d'actions pouvant être souscrite par les mandat. Sociaux	Point de départ et modalités d'exercice	Date d'expiration
				(A)	(A)	(A)	(B)	
Options de souscription d'actions								
SO 1	12/03/00	60	23/06/00	273 552	13.81		(1)	22/06/08
SO 2			06/09/00	48 203	19.40		(2)	05/09/08
SO 3			23/10/00	2 976	20.55		(3)	22/10/08
SO 4			23/10/00	13 403	18.67		(4)	22/10/08
SO 5			01/06/01	82 951	11.04		(5)	31/05/09
SO 6			01/06/01	14 074	12.54		(6)	31/05/09
SO 7	28/06/02	38	09/12/02	338 340	1,97 et 2,31		(7)	08/12/10
SO 8			14/01/03	76 396	2.01		(8)	13/01/11
SO 10			24/08/04	147 432	1.69		(9)	23/08/12
SO 11			15/09/04	20 105	2.10		(10)	14/09/12
SO 12			30/12/04	160 834	2.48		(11)	29/12/12
SO 13	30/06/05	38	19/08/05	11 864	3.98		(12)	18/08/13
SO 14			31/08/07	70 103	3.52		(13)	30/08/15
Sous-total				1 260 231				
Bspce								
BCE 2	29/06/04	12	28/03/05	67 014	2.09		28/03/07	27/03/10
Sous-total				67 014				
Actions gratuites								
Ag 1	30/06/05	38	19/08/05	63 093			18/08/07	N/A
Ag 2		38	14/09/06	4 853			13/09/08	N/A
Ag 3		38	31/08/07	48 533			30/08/09	N/A
Sous-total				116 479				
Total				1 443 725				

Tableau de dilution potentielle du capital :

Nature / N°	Mouvements de l'exercice et augmentation de capital potentielle					
	Nombre d'actions pouvant être souscrites / acquises à l'ouverture de l'exercice	Nombre d'options / bons / actions gratuites émis au cours de l'exercice	Nombre d'options / bons exercés ou d'actions gratuites acquises	Nombre d'options / bons / actions gratuites devenus caducs	Nombre d'actions pouvant être souscrites / acquises à la clôture de l'exercice	Augmentation de capital potentielle en valeur (€)
	(A)	(A)	(A)	(A)	(A)	(A)
Options de souscription d'actions						
SO 1	33 999			5 303	28 696	3 404
SO 2	1 572				1 572	186
SO 3	2 976				2 976	353
SO 4	3 889				3 889	461
SO 5	15 009			2 802	12 207	1 448
SO 6	5 095				5 095	604
SO 7	115 184		113 566		1 618	192
SO 8	36 189		36 189		0	0
SO 10	33 508		20 105		13 403	1 590
SO 11	20 105		13 404	6 701	0	0
SO 12	26 807				26 807	3 180
SO 13	11 864		7 908		3 956	469
SO 14		70 108			70 108	8 316
Sous-total	306 197	70 108	191 172	14 806	170 327	20 203
Bspce						
BCE 2	67 014		67 014		0	0
Sous-total	67 014	0	67 014	0	0	0
Actions gratuites						
AG 1	63 093		63 093		0	0
AG 2	4 853				4 853	576
AG 3		48 533			48 533	5 757
Sous-total	67 946	48 533	63 093	0	53 386	6 332
Total	441 158	118 641	321 280	14 806	223 713	26 535

(A) Le nombre d'actions à émettre ainsi que les prix d'émission ont été ajustés afin de tenir compte de la distribution d'une partie de la prime d'émission. Les mouvements de l'exercice intervenus avant la date de l'AGE du 3 janvier 2008 sont également présentés après ajustement des opérations sur le capital afin de faciliter la présentation de ces mouvements. Le nombre d'options levées, de bons exercés et d'actions gratuites acquises au cours de l'exercice avant ajustement des opérations sur le capital s'élève à 297.892.

(B) (1) - Emission en trois tranches A, B, C. Tranches A et C : 50% à compter du 30/06/02 et 50% à compter du 30/06/03 - Tranche B : 1/3 à compter du 31/12/00, 1/3 à compter du 31/12/01 et 1/3 à compter du 31/12/02.

(2) - Emission en deux tranches A, B. Tranche A : à compter du 30/09/02 - Tranche B : 50% à compter du 30/09/02 et 50% à compter du 30/09/03.

(3) - 50% à compter du 31/10/02 et 50% à compter du 31/10/03.

(4) - A compter du 22/10/03.

(5) - Emission en deux tranches A, B. Tranche A : 50% à compter du 30/06/03 et 50% à compter du 30/06/04 - Tranche B : 1/3 à compter du 31/05/02, 1/3 à compter du 31/05/03 et 1/3 à compter du 31/05/04.

(6) - 50% à compter du 30/06/03 et 50% à compter du 30/06/04.

(7) - 1/3 à compter du 09/12/03, 1/3 à compter du 09/12/04 et 1/3 à compter du 09/12/05.

(8) - A compter du 14/01/06.

(9) - 1/3 à compter du 17/09/04, 1/3 à compter du 17/09/05 et 1/3 à compter du 17/09/06.

(10) - A compter du 15/09/07.

(11) - 1/3 à compter du 30/12/05, 1/3 à compter du 30/12/06 et 1/3 à compter du 30/12/07.

(12) - 1/3 à compter du 19/08/06, 1/3 à compter du 19/08/07 et 1/3 à compter du 19/08/08.

(13) - 1/3 à compter du 31/08/08, 1/3 à compter du 31/08/09 et 1/3 à compter du 31/08/10.

10.3. Actions propres. — Lors de l'assemblée générale mixte du 29 juin 2007, les actionnaires de NET2S ont autorisé la société, dans la septième résolution adoptée par cette assemblée, à procéder au rachat d'actions NET2S jusqu'à 10% du capital de la société, soit 1 285 595 actions dans les conditions suivantes :

— Prix maximal d'achat par action : 7 euros

— Prix minimal de vente par action : 1 euro

— Montant maximal des fonds que pourra utiliser la société : 8 806 786 euros

Cette autorisation qui se substitue à celle accordée par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2006, est donnée pour une durée maximum de 18 mois. Elle expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant en 2008 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Nous vous présentons ci-dessous les mouvements effectués sur l'exercice 2007-2008, soit directement par la société, soit au titre du contrat de liquidité conclu le 26 septembre 2002 avec BNP PARIBAS Equities :

Actions propres - Mouvements de la période :	Au 31/12/2006	Acquisition	Cession	Au 31/03/2008
Nombre d'actions	95 768	125 594	146 415	74 947
% Du capital	0.74%			0.58%
Prix d'acquisition - en euros	310 778	481 377	536 085	256 070
Cours de clôture - en euros	3.17			5.27
Valeur boursière - en euros	303 585			394 971
Cours moyen d'acquisition et de cession (euros)		3.83	3.89	

10.4. Provisions courantes et non courantes. — Les provisions courantes et non courantes se décomposent de la façon suivante :

Nature	31/12/2006	Variation de périmètre	Dotations	Reprises		Variation de change	31/03/2008
				Montant utilisé au cours de l'exercice	Montant non utilisé repris au cours de l'exercice		
Provisions courantes	395		512	381	73		453
Provisions non courantes	373			76	70	-7	220
Total	767	0	512	457	143	-7	673

Les provisions courantes correspondent aux risques prud'homaux qui ont été évalués en fonction de l'avancée des procédures judiciaires en cours.

Les provisions non courantes correspondent aux indemnités de fin de carrière pour 220 milliers d'euros.

Les variations durant l'exercice de l'obligation au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Dette actuarielle au 31 décembre 2006	247 K€
Coût des services rendus	89 K€
Coût financier	19 K€
Ecart actuariel	-135 K€
Prestations servies	-
Dette actuarielle au 31 mars 2008	220 K€

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2006	2007 / 2008
Taux d'actualisation	4,6%	6,1%
Taux d'augmentation future des salaires (inflation incluse)	4%	4%
Tables de mortalité utilisées	Insee 2001-2003	Insee 2001-2003
Taux moyen de rotation des effectifs	13%	13%
Taux de charges sociales en cas de départs volontaires	44%	44%

Le taux moyen de rotation des effectifs est ensuite lissé par classe d'âge en fonction d'une courbe décroissante afin de tenir compte de la mobilité des plus jeunes.

Sur l'exercice 2006, dans le cadre de la loi Fillon, les calculs étaient basés sur une hypothèse de mise à la retraite des salariés à l'initiative de l'employeur entre 62 et 63 ans.

Les hypothèses actuarielles de départ à la retraite ont été modifiées afin de tenir compte de l'incidence de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008, adoptée définitivement le 23 novembre 2007, qui a acté les mesures restrictives suivantes :

— Les indemnités versées dans le cadre d'une mise à la retraite d'un salarié par son employeur (qu'il ait ou non atteint 65 ans) sont soumises une nouvelle contribution patronale avec un taux de :

— 25% sur les indemnités versées du 11 octobre 2007 au 31 décembre 2008 ;

— 50% au-delà, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 2009.

Peu importe qu'il s'agisse d'une mise à la retraite à 65 ans ou, dans les cas où cela est encore possible jusqu'au 31 décembre 2009, entre 60 et 65 ans.

— La suppression du régime transitoire issue de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 et prévoyant un départ en retraite négocié de 2010 à 2014.

Le scénario de départ est donc dorénavant celui d'un départ volontaire à l'initiative du salarié, quelle que soit l'année de naissance du salarié

Note 11. Dettes financières. — Les emprunts et dettes financières du groupe sont les suivants :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Dettes financières courantes (Concours bancaires courants)	3 591	1 135
Dettes financières non courantes (Fonds de participation)	552	398
Total	4 143	1 533

Note 12. Autres passifs courants. — Le détail des autres passifs courants est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Dettes envers le personnel et charges sociales	7 675	7 830
TVA, impôt sur les sociétés et autres taxes	6 646	6 239
Sous total Dettes fiscales et sociales	14 321	14 069
Fournisseurs d'immobilisations	0	0
Dettes diverses	1 537	123
Sous total Autres dettes courantes	1 537	123
Total	15 858	14 192

Note 13. Produits constatés d'avance :

(En milliers d'euros)	31/03/2008	31/12/2006
Produits constatés d'avance	2 299	3 132
Total	2 299	3 132

Note 14. Informations sectorielles. — Le premier niveau sectoriel est constitué des zones géographiques des clients du groupe.

La contribution de chaque secteur géographique aux comptes du groupe au 31 mars 2008 est détaillée ci-après :

— Information sectorielle par zone géographique - 31 mars 2008 :

(En milliers d'euros)	France	Europe hors France	Reste du monde	Eliminations	Total Consolidé
Chiffre d'affaires externe	71 585	28 103	13 833	0	113 521
Chiffre d'affaires intersecteur	4 481	349	240	-5 070	0
Chiffre d'affaires total	76 066	28 452	14 073	-5 070	113 521
Résultat opérationnel courant	732	1 910	1 421		4 064
Autres informations :					
Actifs sectoriels	32 285	9,371	5,263		46 919
Actif total consolidé	34,419	9,597	6,233		50,248
Passifs sectoriels	18,643	5,606	6,584		30,833
Passif total consolidé	34,419	9,597	6,233		50,248
Dotation nette aux amortissements	-582	-132	-129		-842
Dotation nette aux provisions	-241	-68	12		-296

Les actifs sectoriels comprennent les écarts d'acquisition et les actifs courants.

Les passifs sectoriels comprennent les passifs courants et non courants.

La contribution de chaque secteur géographique aux comptes du groupe au 31 décembre 2006 est détaillée ci-après :

— Information sectorielle par zone géographique - 31 décembre 2006 :

(En milliers d'euros)	France	Europe hors France	Reste du monde	Eliminations	Total Consolidé
Chiffre d'affaires externe	49 628	17 830	9 570	0	77 027
Chiffre d'affaires intersecteur	3 068	804	1 238	-5 111	0
Chiffre d'affaires total	52 696	18 634	10 808	-5 111	77 027
Résultat opérationnel courant	238	958	321		1 518

Autres informations				
Actifs sectoriels	36 247	8 640	4 574	49 461
Actif total consolidé	38 017	8 802	4 871	51 690
Passifs sectoriels	26 627	3 199	4 301	34 126
Passif total consolidé	40 254	6 847	4 589	51 690
Dotation nette aux amortissements	-306	-61	-175	-543
Dotation nette aux provisions	567	18	-139	446

Le second niveau sectoriel est constitué par le secteur d'activité du client. Le secteur « AUTRES » se compose de nombreuses activités dont aucune n'atteint un seuil de 10%. Cette évolution s'inscrit dans la perspective directe de diversification du Groupe vers les différents acteurs du marché.

La contribution de chaque secteur d'activité aux comptes du groupe au 31 mars 2008 est détaillée ci-après :

— Information sectorielle par activité - 31 mars 2008 :

(En milliers d'euros)	Finance	Telco	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	41 204	33 449	38 867		113 521
Chiffre d'affaires intersecteur	1 316	1 503	2 251	-5 070	0
Chiffre d'affaires total	42 520	34 952	41 118	-5 070	113 521
Autres informations					
Actifs sectoriels	14 591	15 171	17 157		46 919

La contribution de chaque secteur d'activité aux comptes du groupe au 31 décembre 2006 est détaillée ci-après :

— Information sectorielle par activité - 31 décembre 2006 :

(En milliers d'euros)	Finance	Telco	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	27 717	22 877	26 433		77 027
Chiffre d'affaires intersecteur	929	2 760	1 422	-5 111	0
Chiffre d'affaires total	28 646	25 637	27 855	-5 111	77 027
Autres informations					
Actifs sectoriels	14 987	16 757	17 717		49 461

Note 15. Charges de personnel. — Les montants comptabilisés en charges de personnel au titre de plans d'achat ou de souscription d'actions sont les suivants :

(En milliers d'euros)	Date d'attribution	Juste valeur de l'option	Charges de personnel	
			(milliers d'euros)	
			2007/2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Plan n°7	09/12/2002	2.07		
Plan n°8	14/01/2003	1.61		1
Plan n°9	17/09/2003	1.95		
Plan n°10	24/08/2004	1.96	4	13
Plan n°11	15/09/2004	1.86	7	18
Plan n°12	30/12/2004	2.70	10	9
Plan n°13	19/08/2005	2.90	8	19
Plan n°14	31/08/2007	2.76	64	
BCE	28/03/2005	1.17	4	36
Actions gratuites	19/08/2005	4.41	82	156
Actions gratuites	14/09/2006	3.35	9	2
Actions gratuites	31/08/2007	4.20	55	
Total			242	254

La charge relative aux plans de stock options et aux BCE et aux actions gratuites a été calculée à partir des hypothèses suivantes :

	Modèle utilisé	Cours de référence (en euros)	Prix d'exercice (en euros)	Volatilité attendue	Maturité moyenne	Taux sans risque
Plan n°7	Black-Scholes	3	2.65	60%	8 ans	4.23%
Plan n°8	Black-Scholes	2.48	2.7	60%	8 ans	4.04%
Plan n°9	Black-Scholes	2.86	2.6	60%	8 ans	3.92%
Plan n°10	Black-Scholes	2.79	2.26	60%	8 ans	3.96%
Plan n°11	Black-Scholes	2.81	2.815	60%	8 ans	3.88%
Plan n°12	Black-Scholes	3.92	3.33	60%	8 ans	3.50%
Plan n°13	Black-Scholes	4.41	4.29	60%	8 ans	3.07%
Plan n°14	Black-Scholes	4.2	3.8	55%	8 ans	4.29%
BCE	Black-Scholes	2.35	2.8	60%	5 ans	3.67%

Il n'est pas présenté d'informations relatives au calcul de la juste valeur de l'option relative aux actions gratuites car celle-ci correspond au cours de l'action au jour de son attribution.

Note 16. Dépréciations et provisions opérationnelles nettes de reprises. — Les dépréciations et provisions nettes de reprises se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros)	2007/2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Provisions clients	202	-11
Provisions pour risques et charges	88	496
Provisions pour engagement de retraite		-75
Divers	-6	36
Total	296	446

Les mouvements sur les provisions pour engagements de retraite sont désormais comptabilisés en charges de personnel.

Note 17. Résultat de cession. — La participation au sein de QUOD FINANCIAL a été intégralement cédée. Cette cession de la participation génère la sortie de la réserve de consolidation liée à sa période d'intégration au sein du périmètre de consolidation du groupe ainsi que la liquidation de toutes les positions bilantielles.

Le résultat de cession dégagé par l'opération s'élève à - 242 milliers d'euros et se décompose ainsi :

Moins-value de cession :	- 347
Cession de la marque Quod Financial :	20
Réserve de consolidation :	85
Résultat de cession :	- 242

Note 18. Charges et produits financiers :

(En milliers d'euros)	2007/2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie :		
Produits et charges de cession sur VMP	44	233
Total Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	44	233
Intérêts et charges financières	-188	-81
Dotations sur provisions sur Titres		1
Coût de l'endettement financier brut	-188	-80
Cout de l'endettement financier brut	-143	153
Autres produits et charges financiers :		
Gains de change	556	104

Autres produits financiers	72	-4
Pertes de change	-529	-409
Total Autres produits et charges financiers	98	-309

Note 19. Impôt sur les sociétés. — La ventilation de l'impôt par zone géographique se détaille comme suit :

(En milliers d'euros)	2007 / 2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Zone EURO	738	324
Hors zone euro	830	233
Total	1 568	557

La répartition de l'impôt sur les sociétés entre l'impôt courant et l'impôt différé est la suivante :

(En milliers d'euros)	2007 / 2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Impôt courant	1 427	378
Impôt différé	141	178
Impôt sur les sociétés	1 568	557

Le rapprochement entre le taux en vigueur au cours des exercices concernés et le taux effectif d'impôt est le suivant :

(En milliers d'euros)	2007 / 2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	3 852	1 659
IS théorique (taux du Groupe : 33,33%)	1 284	553
IS comptabilisé dans les comptes	1 568	557
Ecart	-284	-4
Décomposition de l'écart :		
Décalages permanents	-180	-55
Impôts forfaitaires	-52	-29
Crédits d'impôts	9	
Décalages temporaires et pertes reportables non activées	10	-96
Différences de taux d'impôt	-182	11
Bénéfices fiscaux de l'exercice imputés sur déficits antérieurs non activés	162	68
Incidence retraitements IFRS 2	-81	-85
Incidence de la cession de Quod Financial	28	143
Divers	2	39
Ecart	-284	-4
Impôt au taux courant de	33.33%	33.33%

Note 20. Résultat par action :

— Résultat net par action : le calcul du résultat net par action a été effectué sur la base du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice.

— Résultat dilué par action : les actions ordinaires potentielles dilutives n'ayant aucun effet d'ajustement sur le résultat net de l'exercice, le calcul du résultat net dilué par action a été effectué sur la base du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice, ajusté des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Nous vous présentons ci-dessous le détail de ces deux calculs :

Résultat par action	Nombre d'actions	Résultat consolidé part du groupe au 31 mars 2008 (en euros)	Résultat de base par action (en euros)	Résultat dilué par action (en euros)
Actions ordinaires au 1er janvier 2007 (hors actions propres)	12 760 185			
Options levées, BCE exercés et actions gratuites acquises	297 892			
Variation des actions propres	20 821			
Actions ordinaires au 31 mars 2008 (hors actions propres)	13 078 898			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice(A)	12 863 083	2 284 244	0,18	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation pendant l'exercice (B)	101 779			
Total (A+B)	12 964 862	2 284 244		0,18

5. – Autres informations.

Note 21. Informations relatives aux parties liées :

— Avec les filiales :

Il s'agit des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du groupe (cf. § 1). Les transactions avec les filiales sont totalement éliminées dans les comptes consolidés. Elles sont de différentes natures :

- achats ou ventes de services
- refacturation de frais engagés dans le cadre de mission clients
- apports en comptes courants
- prêts
- management fees.

— Avec la société BT France :

Un contrat de refacturation de frais centraux a été signé avec la société BT France, filiale française de la société mère du Groupe, BT Plc. à compter du 16 janvier 2008. Au titre du premier trimestre 2008, le montant facturé par BT France s'est élevé à 165 milliers d'euros.

— Avec les membres des organes de direction :

Le montant des rémunérations allouées au titre des exercices 2006 et 2007/2008 aux organes de direction de la société consolidante à raison de leurs fonctions dans les sociétés du groupe est présenté ci-dessous :

En milliers d'euros	2007 / 2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Rémunérations :		
Fixe et variable	470	331
Avantages en nature	12	9
Jetons de présence	18	18
Total	500	358

Note 22. Effectif moyen du groupe :

	2007 / 2008 (15 mois)	2006 (12 mois)
Organes de direction	9	9
Cadres et employés	844	650
Total	853	659

Note 23. Analyse des risques :

— Risque de crédit : Le risque de crédit concerne principalement les clients et est lié à leur défaillance éventuelle. Le Groupe procède périodiquement à une revue de la balance âgée afin d'identifier, au cas par cas, les éventuelles dépréciations à constater. Il n'existe pas de dépréciation statistique. A la clôture de l'exercice, la balance âgée du Groupe se présente comme suit:

Balance âgée Clients		
31/03/2008	(En milliers d'euros)	(En %)

Créances clients brutes	36 307	100%
Non échues	21 421	59%
Echues	14 886	41%
1 à 30 jours	8 714	24%
31 à 60 jours	2 178	6%
61 à 90 jours	726	2%
Supérieur à 90 jours	3 268	9%
Provisions	-1 789	
Total créances clients nettes	34 519	

Les clients étant principalement constitués de grands comptes, les retards de règlement proviennent principalement des délais dans les procédures de règlement. Au cours de l'exercice écoulé, aucune perte sur créances irrécouvrables n'a été constatée. Il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, de créances clients à risque non provisionnées à la clôture de l'exercice.

Le groupe NET2S peut aussi y être exposé directement de façon ponctuelle (achats de billets de trésorerie ou autres titres de créances), ou indirecte (en fonction de la composition du portefeuille des OPCVM de trésorerie détenus) dans le cadre de ses placements de trésorerie. La composition des placements financiers du Groupe est décrite en note 9.

Risque de liquidité. — Le Groupe n'a aucun endettement et dispose d'une trésorerie nette d'un million d'euros à la clôture de l'exercice.

L'ensemble des actifs et passifs courants est à moins d'un an. Le montant des actifs courants s'élève à 43,8 millions d'euros contre 29,4 millions d'euros de passifs courants, ce qui assure, en l'absence d'endettement financier, la capacité du Groupe à faire face à ses engagements.

Risque de marche :

— Risque de taux : Le groupe NET2S n'a pas d'endettement financier long terme à ce jour. Il n'est donc pas exposé à un risque d'évolution des taux d'intérêt.

— Risque de change : L'internationalisation du Groupe entraîne un risque de change par l'accroissement des flux en devises.

Les principaux risques de change concernent le dollar et la livre sterling.

Compte tenu de l'existence de filiales aux Etats-Unis (NET2S Inc.) et au Royaume-Uni (NET2S Ltd.), le risque de change lié aux opérations réalisées par les filiales est limité puisque les produits sont compensés par les coûts associés, engagés en devises locales.

Les variations de change liées à la conversion des comptes de bilan des filiales étrangères impactent les réserves consolidées du groupe.

Le risque de change résiduel concerne les créances, les dettes et la trésorerie en devise des sociétés françaises du Groupe, ainsi que les créances et dettes intra-groupe détenues par les filiales étrangères hors zone euro. Une forte volatilité de la parité euro / dollar impacte significativement le chiffre d'affaires et le résultat transcrit dans les comptes consolidés.

Au 31 mars 2008, une variation de 10% de la parité euro / dollar, euro / livre sterling et euro / dinhar marocain aurait les incidences suivantes:

	Devise 1 (KUSD)	Impact (a) 10% /USD (KEURO)	Devise 2 (KGBP)	Impact (a) 10% /GBP (KEURO)	Devise 3 (KMAD)	Impact (a) 10% /MAD (KEURO)	Total (KEURO)
Cours au 31 mars 2008	0.632431		1.256597		0.087006		
Actifs	863	55	49	6	2 716	24	844
Passifs	971	61	9	1	0	0	625
Position nette avant gestion	-109	-7	41	5	2 716	24	219
Positions hors bilan	0	0	0	0	0	0	0
Position nette après gestion	-109	-7	41	5	2 716	24	219

(a) Cette colonne mesure l'impact en valeur absolue qu'aurait une évolution de 10% du cours de conversion des devises par rapport à l'euro.

Au cours de l'exercice 2007/2008, le Groupe a mis en place une politique de couverture du risque de change à travers des ventes à terme de devises. Le coût de cette couverture de change est nul. Il existe des engagements de vente à terme de devises au 31 mars 2008 pour un montant de 485 000 euros. Ces engagements seront échus en juillet 2008.

— Risque actions : Les valeurs mobilières de placement détenues par le Groupe sont exclusivement constituées d'OPCVM monétaires. Le risque lié à l'évolution des marchés financiers est de ce fait limité.

Note 24. Engagements hors bilan

— Engagements financiers :

– Engagements donnés :

(En euros)	31/03/2008	31/12/2006
Cautions de contre-garantie sur marché		
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	107 998	
Avals, cautions et garanties données		1 802 026
Autres engagements donnés		
Total	107 998	1 802 026

107.998 euros de titres ont été nantis par la société en contrepartie de la caution bancaire de 271.150 euros accordée par l'une de ses banques en faveur de la société EDISSIMMO pour les locaux situés au 74/80 rue Roque de Fillol à Puteaux, entrée en vigueur le 1er octobre 2007 et à échéance le 30 septembre 2016.

– Engagements reçus : Néant.

– Droit individuel à la formation (DIF) : Au 31 décembre 2007, le volume d'heures de formation cumulé et non utilisé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 11 770 heures.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur ou qui pourraient le devenir dans le futur.

Note 25. Evénements postérieurs. — Néant.

0811126